

AVANT-PROPOS

En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements de l'Union Européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant essentiellement l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger au titre de la protection sociale.

Ces transferts financiers sont enregistrés par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire, puis transmis au Cleiss qui les compile et vérifie leur cohérence.

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale en assurant une continuité de leur protection sociale lorsqu'elles passent d'une législation à une autre. Pour y parvenir, ces règlements et accords organisent une coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs États; ils ne prétendent pas à une uniformisation de ces systèmes.

73 pays et territoires sont visés par les accords internationaux de sécurité sociale

Pour favoriser cette mobilité internationale en expansion accélérée, la France dispose de cadres juridiques visant l'ensemble de la protection sociale :

- _ **Les règlements européens 883/2004 et 987/2009** qui sont applicables aux États membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) et à la Suisse;
- _ **Les accords internationaux de sécurité sociale, dont 38 conventions bilatérales** conclues avec des États, essentiellement extra-européens, et **3 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

À noter: contrairement aux règlements européens qui visent tous les risques relevant de la protection sociale, le contenu des accords bilatéraux n'est pas uniforme; le champ des droits qu'ils couvrent est moins large que celui des règlements européens.

Le champ des bénéficiaires concernés est très large à la mesure de l'universalisation de la protection sociale

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des collectivités d'outre-mer ne relevant pas des décrets de coordination concernés, le champ de leurs bénéficiaires est très large: l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.

Quant aux conventions bilatérales et décrets de coordination, le champ des bénéficiaires est généralement limité aux ressortissants de l'un ou l'autre État qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'un ou l'autre État.

Des thématiques variées: flux financiers, contexte migratoire et législation applicable (détachements et pluriactivités)

- _ En matière de paiements de prestations: les remboursements de soins de santé (et les contrôles médicaux), les prestations en espèces d'assurance maladie-maternité et/ou paternité et d'accidents du travail et maladies professionnelles, les prestations familiales, les pensions, rentes et allocations et les prestations chômage versées dans le cadre de la mobilité internationale des assurés.
- _ En matière de législation applicable, concernant les règlements européens, le Cleiss exploite les données du régime général (la base d'informations XI de la Cnam regroupant les formulaires européens A1 émis par les CPAM et CGSS), et procède plus largement depuis plus

d'une dizaine d'années à la collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (MSA et RATP). Il s'agit dans ce cas des **détachements « sortants » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse.**

Depuis quatre ans, le Cleiss diffuse également les dénombrements de formulaires A1 ou E101 émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France: on parle alors de **détachements ou de pluriactivité* « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France.** Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) à Bruxelles, et complétées, pour quelques pays, par les données collectées via la base Sirdar du Cleiss. En matière de pluriactivité*, les données ne sont pas disponibles par pays. Afin de mesurer ce phénomène, une analyse globale est réalisée pour les pays de l'UE-EEE-Suisse.

Des informations sur les détachements « sortants » sont également disponibles pour les pays bénéficiant de conventions bilatérales, les territoires avec décrets de coordination ou dans le cadre des dispositions spécifiques du code de la sécurité sociale.

- _ Dans le cadre de la réciprocité des accords, les flux financiers en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité, en provenance des organismes européens de protection sociale vers la France.
- _ Les mouvements migratoires, informations communiquées par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (Ofii) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Cette information permet d'éclairer le lecteur sur le contexte de la mobilité internationale et son évolution.

AVERTISSEMENT

Les évolutions des systèmes d'information qui ont été menées par la Cnaf, les CMSA, l'Agirc-Arrco et la Cnav ont rendu, tout au long de l'année, la collecte des données 2018 particulièrement complexe. Cela s'est traduit par des remontées statistiques au Cleiss, parfois tardives, qui ont été, ou partielles ou d'une fiabilité diminuée (voir les notes pages suivantes et signalées dans les parties 2 et 3).

NOUVEAUTÉ 2018

La partie 4 – Assurance chômage – est complétée par les remboursements depuis 2012, de la part des principaux pays « ex-États d'emploi », des allocations chômage initialement versées par la France aux travailleurs frontaliers français. Cette nouveauté manifeste la volonté du Cleiss d'approfondir les travaux qu'il conduit en matière statistique en apportant une plus large information et en procédant à des nouveaux traitements de données.

* Pour la définition de ces notions juridiques, voir plus spécifiquement la partie 5 (Législation applicable)

SOMMAIRE

| | |
|--------------|---|
| Introduction | 4 |
|--------------|---|

PARTIE 1/ SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

Les créances et dettes présentées

| | |
|------------------------|----|
| Tous types d'accords | 14 |
| Règlements européens | 16 |
| Accords internationaux | 19 |

Les remboursements des dépenses de santé

| | |
|---|-----------|
| Les remboursements par la France | 22 |
| Tous types d'accords | 22 |
| Règlements européens | 25 |
| Accords internationaux | 27 |
| Pays hors conventions | 30 |

Les remboursements dans le cadre de la coordination

| | |
|------------------------|----|
| Tous types d'accords | 34 |
| Règlements européens | 36 |
| Accords internationaux | 40 |

Incapacité temporaire

| | |
|---|----|
| Règlements européens | 45 |
| Accords internationaux (et pays hors conventions) | 51 |

PARTIE 2/ PRESTATIONS FAMILIALES

| | |
|------------------------|----|
| Synthèse | 56 |
| Règlements européens | 60 |
| Accords internationaux | 64 |

PARTIE 3/ RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

| | |
|------------------------|-----|
| Avant-propos | 70 |
| Synthèse | 71 |
| Règlements européens | 74 |
| Accords internationaux | 92 |
| Pays hors conventions | 110 |

PARTIE 4/ ASSURANCE CHÔMAGE

| | |
|----------------------|-----|
| Règlements européens | 114 |
|----------------------|-----|

PARTIE 5/ LÉGISLATION APPLICABLE

| | |
|------------------------|-----|
| Avant-propos | 118 |
| Règlements européens | 122 |
| Accords internationaux | 134 |
| Pays hors conventions | 137 |

PARTIE 6/ FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

| | |
|----------------------|-----|
| Règlements européens | 142 |
|----------------------|-----|

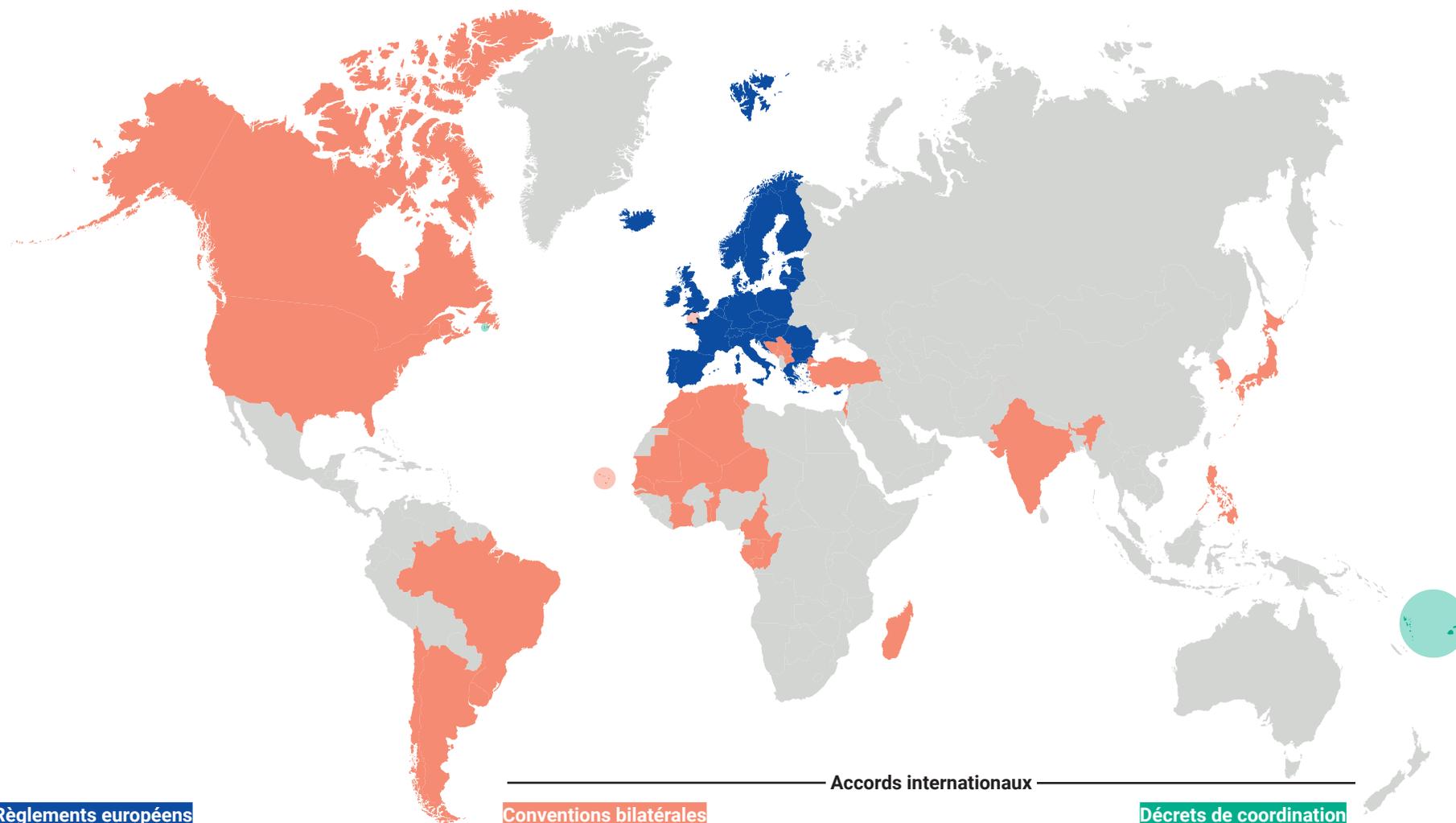
PARTIE 7/ MOUVEMENTS MIGRATOIRES

| | |
|---|-----|
| Les travailleurs étrangers entrés en France | 146 |
| Immigration familiale | 152 |
| Les Français à l'étranger | 156 |

| | |
|-----------------------------|------------|
| Glossaire et sources | 163 |
|-----------------------------|------------|

INTRODUCTION

Les accords de sécurité sociale signés par la France dans le monde



Règlements européens

| | |
|-----------|---------------|
| Allemagne | Finlande |
| Autriche | France |
| Belgique | Grèce |
| Bulgarie | Hongrie |
| Chypre | Irlande |
| Croatie | Islande |
| Danemark | Italie |
| Espagne | Lettonie |
| Estonie | Liechtenstein |

| | |
|------------|-------------|
| Lituanie | Roumanie |
| Luxembourg | Royaume-Uni |
| Malte | Slovaquie |
| Norvège | Slovénie |
| Pays-Bas | Suède |
| Pologne | Suisse |
| Portugal | |
| République | |
| Tchèque | |

Conventions bilatérales

| | |
|-------------|----------------|
| Algérie | Cap-vert |
| Andorre | Chili |
| Argentine | Congo |
| Bénin | (brazzaville / |
| Bosnie- | Rép. du) |
| Herzégovine | Corée du sud |
| Brésil | Côte d'Ivoire |
| Cameroun | États-Unis |
| Canada | Gabon |
| | Guernesey, |
| | Aurigny, |
| | Herm, |
| | Jethou |
| | Inde |
| | Israël |
| | Japon |
| | Jersey |
| | Kosovo |

Accords internationaux

| | |
|--------------|-------------|
| Macédoine du | Philippines |
| Nord | Québec |
| Madagascar | Saint-Marin |
| Mali | Sénégal |
| Maroc | Serbie |
| Mauritanie | Togo |
| Monaco | Tunisie |
| Monténégro | Turquie |
| Niger | Uruguay |

Décrets de coordination

Nouvelle-Calédonie
Polynésie française
Saint-Pierre-et-Miquelon

État au 31 décembre 2018 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France

| Pays | Texte de base | Date d'entrée en vigueur | Prestations | | | | | | | | | | Observations |
|------------------------------------|---|--------------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------------|------------|--|---|---|---|
| | | | Maladie-Maternité/ Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation) | Soins de santé | | | | | Invalidité | Vieillesse : possibilité de liquidation séparée | Accident du travail et maladie professionnelle | Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays | |
| | | | | Famille des travailleurs ¹ | Séjour temporaire ² | Transfert de résidence | Pensionnés et leur famille | Travailleur détaché ³ | | | | | |
| I - Règlements européens | | | | | | | | | | | | | |
| Union Européenne | Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009 | 01/05/2010 | oui | oui | T et F | oui | oui | oui | oui | oui* | oui | Exportation de certaines prestations familiales françaises | * Choix effectué par chaque institution compétente |
| Islande | | 01/06/2012 | | | | | | | | | | | |
| Norvège | | 01/06/2012 | | | | | | | | | | | |
| Liechtenstein + Suisse | | 01/06/2012 | | | | | | | | | | | |
| | | 01/04/2012 | | | | | | | | | | | |
| II - Accords internationaux | | | | | | | | | | | | | |
| A - Conventions bilatérales | | | | | | | | | | | | | |
| Algérie | Convention générale du 01/10/1980 | 01/02/1982 | oui | oui | T.F.A | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Participation | |
| Andorre | Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000 | 01/06/2003 | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention* | * Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux. |
| Argentine | Convention du 22/09/2008 | 01/11/2012 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | non | |
| Bénin | Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979 | 01/09/1981 | oui* | non | oui* | oui** | non | oui*** | oui | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France- Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur. |
| Bosnie- Herzégovine | Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 ⁴ | 04/12/2003 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | |
| Brésil | Accord de sécurité sociale du 15/12/2011 | 01/09/2014 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | non | |
| Cameroun | Convention générale du 05/11/1990 | 01/03/1992 | oui* | non | non | oui* | non | oui** | oui | oui | oui | AF du pays de résidence | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur |
| Canada | Accord du 09/02/1979 | 01/03/1981 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | non | |

État au 31 décembre 2018 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite)

| Pays | Texte de base | Date d'entrée en vigueur | Prestations | | | | | | | | | | Observations |
|-------------------|--|--------------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------------|------------|--|---|--|--|
| | | | Maladie-Maternité/ Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation) | Soins de santé | | | | | Invalidité | Vieillesse : possibilité de liquidation séparée | Accident du travail et maladie professionnelle | Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays | |
| | | | | Famille des travailleurs ¹ | Séjour temporaire ² | Transfert de résidence | Pensionnés et leur famille | Travailleur détaché ³ | | | | | |
| Cap-Vert | Convention générale du 15/01/1980 | 01/04/1983 | oui | oui | TFA | oui | non | oui* | oui | oui | oui | Participation | * Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation. |
| Chili | Convention générale du 26/06/1999 | 01/09/2001 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | non | |
| Congo Brazzaville | Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987 | 01/06/1988 | oui* | non | non | oui** | non | oui*** | oui | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur. |
| Corée du Sud | Accord du 06/12/2004 | 01/06/2007 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | non | |
| Côte d'Ivoire | Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985 | 01/01/1987 | oui* | non | non | oui** | non | non | non | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire |
| États-Unis | Accord du 02/03/1987 | 01/07/1988 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | non | |
| Gabon | Accord du 02/10/1980 | 01/02/1983 | oui | oui | T.F.A. | oui | non | oui* | oui | oui | oui | Participation | * Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation |
| Guernesey | Convention franco-britannique du 10/07/1956 | 01/05/1958 | oui | oui | T et F* | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi | * Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois) |
| | Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979 | 12/05/1980 | | | | | | | | | | | |
| Inde | Accord du 30/09/2008 | 01/07/2011 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | non | |
| Israël | Convention du 17/12/1965 | 01/10/1966 | oui* | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | * Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël. |
| Japon | Accord du 25/02/2005 | 01/06/2007 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | non | non | |
| Jersey | Convention franco-britannique du 10/07/1956 | 01/05/1958 | oui | oui | T et F* | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi | Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois) |
| | Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979 | 12/05/1980 | | | | | | | | | | | |
| Kosovo | Accord sous forme d'échanges de lettres en février 2013 ⁵ | 06/02/2013 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | |
| Macédoine du Nord | Échanges de lettres en 1995 ⁶ | 14/12/1995 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de familles (I.C.F.) | |

État au 31 décembre 2018 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite)

| Pays | Texte de base | Date d'entrée en vigueur | Prestations | | | | | | | | | | Observations |
|-------------|--|--------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------------|------------|--|---|--|--|
| | | | Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation) | Soins de santé | | | | | Invalidité | Vieillesse : possibilité de liquidation séparée | Accident du travail et maladie professionnelle | Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays | |
| | | | | Famille des travailleurs ¹ | Séjour temporaire ² | Transfert de résidence | Pensionnés et leur famille | Travailleur détaché ³ | | | | | |
| Madagascar | Convention et protocole du 08/05/1967 | 01/03/1968 | non | non | non | oui* | non | non | non | pas visé | oui | Participation | * Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar. |
| Mali | Convention générale du 12/06/1979 | 01/06/1983 | oui | oui | T.F.A.* | oui | non | oui** | non | oui | oui | Participation | * Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation. |
| Maroc | Convention générale du 22/10/2007 | 01/07/2011 | oui | oui | T.F.A. | oui | non | oui* | oui | oui | oui | Allocations transférables | * Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur. |
| Mauritanie | Convention générale et protocole du 22/07/1965 | 01/02/1967 | non | non | non | oui* | non | non | oui | oui | oui | Participation | * Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie. |
| Monaco | Convention générale du 28/02/1952 | 01/04/1954 | oui | oui | T et F | oui | oui | oui* | oui | oui | oui | Transfert des AF du pays d'emploi | * Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur |
| Monténégro | Accord du 26/03/2003 ⁷ | 26/03/2003 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | |
| Niger | Convention générale et protocole du 28/03/1973 | 01/11/1974 | oui* | non | T* | oui** | non | oui | oui | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger |
| Philippines | Convention générale du 07/02/1990 | 01/11/1994 | oui | non | non | non | non | oui* | oui | oui | oui | non | * Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur. |
| Québec | Entente du 17/12/2003 | 01/12/2006 | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | non | |
| Saint-Marin | Convention générale du 12/07/1949 | 01/01/1951 | oui | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | non | |
| Sénégal | Convention et protocole n°1 du 29/03/1974 | 01/09/1976 | oui* | non | non | oui** | non | oui*** | non | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal *** Travailleur français détaché au Sénégal. |

État au 31 décembre 2018 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite et fin)

| Pays | Texte de base | | Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation) | Soins de santé | | | | | Invalidité | Vieillesse : possibilité de liquidation séparée | Accident du travail et maladie professionnelle | Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays | Observations |
|------------------------------------|--|------------|--|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------------|------------|--|---|--|---|
| | | | | Famille des travailleurs ¹ | Séjour temporaire ² | Transfert de résidence | Pensionnés et leur famille | Travailleur détaché ³ | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Serbie | Accord du 26/03/2003 ⁷ | 26/03/2003 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | |
| Togo | Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971 | 01/07/1973 | oui* | non | T* | oui** | non | oui | oui | oui | oui | Participation | * Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo. |
| Tunisie | Convention générale du 26/06/2003 | 01/04/2007 | oui | oui | T.F.A. | oui | oui | oui | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de famille (I.C.F.) | Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays. |
| Turquie | Convention générale du 20/01/1972 | 01/08/1973 | oui | oui | T | oui | oui | oui* | oui | oui | oui | Indemnités pour charges de familles (I.C.F.) | * Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation. |
| Uruguay | Accord de sécurité sociale du 06/12/2010 | 01/07/2014 | non | non | non | non | non | non | oui | oui | oui | non | |
| B - Décrets de coordination | | | | | | | | | | | | | |
| Nouvelle-Calédonie | Accord du 09/11/2002 | 01/12/2002 | oui | oui | T et F | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du territoire de résidence | |
| Polynésie française | Accord du 26/12/1994 | 01/01/1995 | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du territoire de résidence | |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | Accord du 10/05/2011 | 01/06/2011 | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | oui | A.F. du territoire de résidence | |

T = Travailleurs; F = Famille; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

¹ Familles restées dans le pays d'origine du travailleur.

² Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements européens.

³ Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire.

⁴ Échange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

⁵ Accord du 6 février 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

⁶ Échange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

⁷ Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

N.B. :

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jéthou et Jersey.

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Japon, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie et Uruguay qui visent également les non-salariés. Les règlements européens 883/2004 et 987/2009 s'appliquent aussi bien aux salariés et non-salariés.

- L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.

Présentation

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2018 se présente en sept parties :

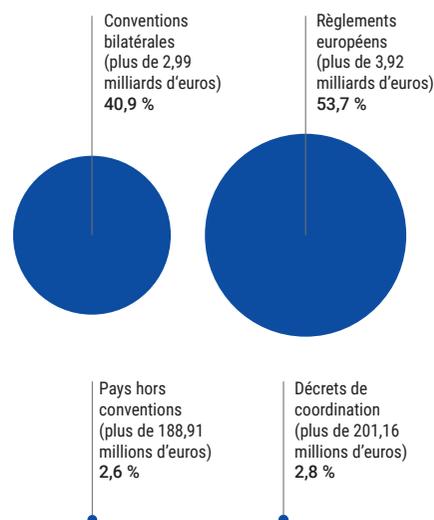
- les soins de santé et les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP,
- les prestations familiales,
- les rentes d'AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès ainsi que les allocations de retraites complémentaires,
- l'assurance chômage,
- la législation applicable (Détachements de travailleurs, pluriactivité, accords exceptionnels),
- les flux financiers étranger > France (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens) et réciproquement,
- les mouvements migratoires.

Quelques chiffres-clés

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2018, près de **7,31 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale contre 7,37 milliards d'euros en 2017, soit une baisse de 0,80 %, représentant plus de 59 millions d'euros.

Ce léger recul des paiements français s'explique essentiellement par le fléchissement important des allocations de retraite complémentaire par rapport à l'an dernier (-9,23 %, soit -164,43 millions d'euros) qui est pratiquement contrebalancé par l'augmentation cumulée des paiements des soins de santé - contrôles médicaux, des prestations en espèce d'incapacité temporaire, des prestations familiales, des pensions d'invalidité et de vieillesse (+ 119,80 millions d'euros).

Répartition des paiements réalisés par la France en 2018



Cette répartition par zones géographiques est quasi identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans, depuis 2009. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Provenance des données du Cleiss

Pour réaliser l'édition 2018 du présent rapport, la Direction des Études Financières et Statistiques (DEFS) du Cleiss a collecté, contrôlé puis enfin consolidé les données en provenance des organismes suivants :

- _ Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour le compte de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) ;
- _ Caisse des Dépôts - Retraite des Mines ;
- _ Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS), Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) et le Centre National des Soins à l'Étranger (CNSE) pour le compte de la Cnam (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie) ;
- _ Caisses d'Assurance Retraite et de la Santé au travail (Carsat) pour le compte de la Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse (Cnav),
- _ les Caisses d'Allocations Familiales (Caf) pour le compte de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf) ;
- _ Établissement National des Invalides de la Marine (Enim) ;
- _ GIE AGIRC-ARRCO (Retraite complémentaire) ;
- _ Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN) ;
- _ Professions Libérales ;
- _ Pôle emploi - Unédic ;
- _ Les régimes spéciaux, dont : Banque de France, Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes (Cavimac), Caisse de Retraites des Personnels de l'Opéra National de Paris, Caisse de Retraite du Personnel de la Comédie Française, Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires (CRPCEN), Caisse Nationale des Industries Électriques et gazières (Cnieg), RATP et SNCF.

N.B. : les éléments recueillis dans le présent rapport sont donc le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de sécurité sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils nous communiquent. L'ensemble de ces éléments fait ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible.

S'agissant des détachements « entrants », les données sont celles communiquées à la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) par les États européens.

Tableau synthétique - Ventilation des paiements effectués par la France à l'étranger

| Type d'accord | Montants en euros | | | | | | | | TOTAL | % |
|-------------------------|---|-----------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|------------------------|---|---|----------------------|---------------|
| | Soins de santé et contrôles médicaux ¹ | Incapacité temporaire | Prestations familiales | Rentes AT-MP ² | Pensions d'invalidité | Pensions de vieillesse | Allocations de retraite complémentaire ³ | Allocations veuvage ⁴ et décès | | |
| Règlements européens | 656 130 242 | 151 585 581 | 12 140 169 | 78 636 911 | 20 761 968 | 2 297 522 440 | 843 640 276 | 766 270 | 3 924 756 856 | 53,72 |
| Conventions bilatérales | 63 492 822 | 3 383 696 | 5 210 409 | 69 721 621 | 5 261 364 | 2 218 353 598 | 617 367 346 | 8 685 404 | 2 991 476 259 | 40,94 |
| Décrets de coordination | 84 535 270 | 36 338 | 12 901 | 33 430 | 128 919 | 31 068 851 | 85 346 967 | 0 | 201 162 677 | 2,75 |
| Pays hors conventions | 9 619 003 | 149 831 | | 2 373 832 | 1 315 421 | 105 596 012 | 69 840 573 | 19 580 | 188 914 252 | 2,59 |
| Total 2018 | 813 777 338 | 18 728 446 | 17 363 479 | 150 765 793 | 27 467 672 | 4 652 540 901 | 1 616 195 162 | 9 471 253 | 7 306 310 045 | 100,00 |
| Total 2017 | 732 455 854 | 16 597 029 | 14 408 104 | 157 906 874 | 26 067 334 | 4 620 545 919 | 1 780 626 516 | 16 742 125 | 7 365 349 754 | |
| % évolution | 11,10 | 12,84 | 20,51 | -4,52 | 5,37 | 0,69 | -9,23 | -43,43 | -0,80 | |

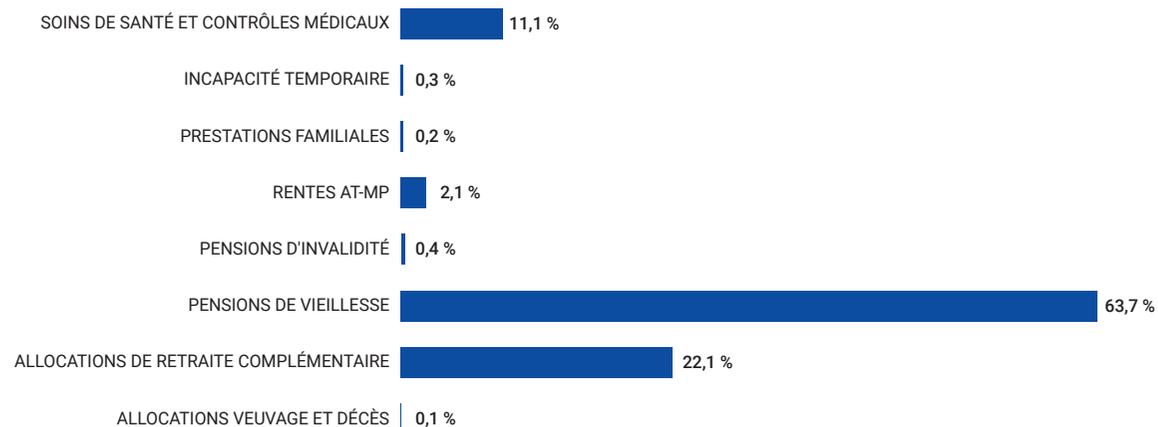
¹ Le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » pour 2018 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 514,17 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements). À titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2017 était plus de 449,43 millions d'euros.

² Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le montant total versé par le régime agricole était de 8 M€.

³ L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

⁴ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Répartition par types de prestations des paiements réalisés par la France vers l'étranger en 2018



En 2018, près de 7,31 milliards d'euros ont été payés par la France en application des accords internationaux de sécurité sociale dont elle est partie ou de sa propre législation nationale, soit une diminution de 59,04 millions d'euros par rapport à 2017 (- 0,80 %). Cette baisse, légère en valeur relative, des paiements français est essentiellement due aux allocations de retraite complémentaire qui reculent fortement par rapport à l'an dernier (- 164,43 millions d'euros), et ce malgré la hausse combinée des paiements des soins de santé et contrôles médicaux, des prestations en espèce d'incapacité temporaire, des prestations familiales, des pensions d'invalidité et de vieillesse (+ 119,80 millions d'euros).

Par ailleurs, le poste « retraite » regroupe à lui seul près de 86 % des flux financiers vers l'étranger (près de 64 % pour les pensions de vieillesse et 22 % pour les allocations de retraite complémentaire).

Évolution des paiements effectués par la France vers l'étranger de 2009 à 2018

| Année | Soins de santé et contrôles médicaux ² | Incapacité temporaire | Prestations familiales | Rentes AT-MP ³ | Pensions d'invalidité | Pensions de vieillesse | Allocations de retraite complémentaire ⁴ | Allocations veuvage ⁵ et décès | Total |
|--|---|-----------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|------------------------|---|---|-----------------------|
| 2009 | 266 672 606 | 20 414 451 | 14 459 199 | 182 415 910 | 28 391 525 | 4 103 959 744 | 1 424 584 101 | 14 047 823 | 6 054 945 359 |
| 2010 | 395 791 024 | 18 571 260 | 13 774 629 | 183 670 962 | 24 673 187 | 4 269 767 635 | 1 511 623 921 | 16 041 553 | 6 433 914 173 |
| 2011 ¹ | 407 094 534 | 19 347 353 | 13 811 139 | 170 756 799 | 25 169 753 | 4 394 815 166 | 1 550 079 776 | 16 361 937 | 6 597 436 458 |
| 2012 | 583 189 944 | 16 767 976 | 14 521 596 | 160 066 778 | 24 860 038 | 4 546 611 414 | 1 535 493 094 | 15 795 330 | 6 897 306 171 |
| 2013 | 525 260 227 | 16 043 891 | 15 264 554 | 163 804 677 | 22 248 814 | 4 624 811 288 | 1 545 267 424 | 21 792 085 | 6 934 492 961 |
| 2014 | 820 843 120 | 16 665 167 | 14 766 919 | 163 964 080 | 23 379 950 | 4 670 538 282 | 1 730 631 283 | 25 880 193 | 7 466 668 994 |
| 2015 | 683 560 073 | 16 376 197 | 14 177 431 | 164 965 873 | 24 657 520 | 4 677 950 328 | 1 793 802 916 | 25 878 521 | 7 401 368 860 |
| 2016 | 606 734 674 | 16 689 098 | 12 934 032 | 162 249 808 | 24 719 508 | 4 666 347 602 | 1 800 442 283 | 24 705 951 | 7 314 822 956 |
| 2017 | 732 455 854 | 16 597 029 | 14 408 104 | 157 906 874 | 26 067 334 | 4 620 545 919 | 1 780 626 516 | 16 742 125 | 7 365 349 754 |
| 2018 | 813 777 338 | 18 728 446 | 17 363 479 | 150 765 793 | 27 467 672 | 4 652 540 901 | 1 616 195 162 | 9 471 253 | 7 306 310 045 |
| 2009 à 2018 | 5 835 379 394 | 176 200 868 | 145 481 083 | 1 660 567 555 | 251 635 302 | 45 227 888 279 | 16 288 746 476 | 186 716 772 | 69 772 615 730 |
| Tx d'évolution annuel moyen (2009/2018) | 13,2 % | -1,0 % | 2,1 % | -2,1 % | -0,4 % | 1,4 % | 1,4 % | -4,3 % | 2,1 % |

¹ Depuis 2011, le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » comprend, en plus des montants remboursés dans le cadre de la coordination, les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

² Le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » pour 2018 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 514,17 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements). À titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2017 était plus de 449,43 millions d'euros.

³ Les données présentées en 2018 sont partielles, les caisses du régime agricole (MSA) n'étant pas en mesure de procéder à l'extraction des données relatives à leurs assurés résidant à l'étranger. Pour information, en 2017, le montant total versé par le régime agricole était de 8 M€.

⁴ L'Agirc-Arrco informe le Cleiss que le contexte de décommissionnement de son logiciel d'extraction des données, opéré début 2019, a perturbé la qualité des éléments statistiques remontés au titre de l'exercice 2018.

⁵ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2018, pour la deuxième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 6,05 à près de 7,31 milliards d'euros en 10 ans, soit une augmentation moyenne de 2,1 % par an.

L'historique et le graphique ci-contre permettent de faire les observations suivantes :

_ sauf pour les soins de santé et contrôles médicaux, qui en 10 ans ont gagné près de 7 points de pourcentage, à pondérer toutefois avec l'observation au point suivant, la répartition des paiements par types de prestations servies reste relativement stable sur la décennie. En autres, le poste consacré à la retraite (pensions de vieillesse et allocations de retraite complémentaire) continue à peser prioritairement sur les dépenses françaises (91 % en 2009 contre 86 % en 2018).

_ le poste relatif aux soins de santé se distingue particulièrement des autres postes de paiements avec une évolution annuelle moyenne de + 13,2%. Il convient néanmoins de nuancer cette hausse dans la mesure où le périmètre retenu pour la prise en compte des paiements de soins de santé était plus restreint en 2009 qu'en 2018 (voir renvoi 1 ci-dessus).

